



Arrêt

n° 305 143 du 19 avril 2024
dans les affaires X et X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : - au cabinet de Maître P. HUGET
Rue de la Régence, 23
1000 BRUXELLES

- au cabinet de Maître G. TCHOUTA
Rue de Livourne, 66/2
1000 BRUXELLES

Contre :

la commune d'Ixelles, représentée par son bourgmestre

LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE

Vu les requêtes introduites le 31 juillet 2023, par X, qui se déclare de nationalité camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande de renouvellement de séjour temporaire, prise à son égard le 29 juin 2023.

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu les ordonnances du 29 février 2024 convoquant les parties à l'audience du 29 mars 2024.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en ses observations, Me V. WAMBO TOMAYUM *loco* Me G. TCHOUTA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique à une date que le dossier administratif ne permet pas de déterminer afin de poursuivre ses études et a été mis en possession d'une carte de séjour de type A.

1.2. Le 29 juin 2023, il a introduit une demande de renouvellement de son autorisation de séjour qui a donné lieu à une décision d'irrecevabilité.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Cette demande est déclarée irrecevable pour le motif suivant :

[X] *L'intéressé n'a pas introduit sa demande au plus tard 15 jours avant la date d'expiration de son titre de séjour ou au plus tard dans les trois mois suivant l'obtention du diplôme (l'article 61/1/2 ou 61/1/11, alinéa 1er, 1°, de la loi précitée et l'article 103, §4, alinéa 1er, 1° ou 104/5, §3 de l'arrêté royal précité ».*

2. Remarque préalable

Défaut de la partie défenderesse

N'étant ni présente ni représentée à l'audience du 29 mars 2024, la partie défenderesse, dûment convoquée, est censée acquiescer au recours, en application de l'article 39/59, § 2, de la loi.

L'acquiescement présumé ne peut toutefois signifier que le Conseil devrait annuler la décision attaquée s'il ressort de la requête que les conditions légales mises à l'annulation ne sont pas réunies (cfr. dans le même sens, RvSt., n°140.504 du 14 février 2005 et RvSt., n°166.003 du 18 décembre 2006).

Dans le cadre de son contrôle de légalité, le Conseil doit, en effet, vérifier si l'autorité administrative dont émane la décision attaquée, n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné une interprétation desdits faits qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation et n'a pas, à cet égard, violé des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité ou commis un excès ou détournement de pouvoir.

En conséquence, le Conseil doit procéder à ce contrôle de légalité à l'égard de l'acte attaqué, malgré le défaut de la partie défenderesse à l'audience.

3. Moyen d'ordre public

3.1. Le Conseil constate que la décision litigieuse consiste en une décision d'irrecevabilité d'une demande de renouvellement de séjour temporaire (annexe 29), prise par [U. M.], « fonctionnaire délégué ».

A cet égard, le Conseil relève que l'article 103 de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 relatif à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et l'éloignement des étrangers prévoit que « [...] § 2. Dès la réception de la demande, le bourgmestre ou son délégué vérifie si la demande est introduite dans le délai prévu à l'article 61/1/2, alinéa 1^{er}, de la loi et si tous les documents prévus au paragraphe 1^{er} sont produits. Si c'est le cas, il remet à l'étudiant sans délai un accusé de réception conforme au modèle figurant à l'annexe 33^{ter}. [...] »

§ 4. Le bourgmestre ou son délégué peut déclarer la demande de renouvellement irrecevable dans les cas suivants : 1° la demande n'est pas introduite dans le délai prévu à l'article 61/1/2, alinéa 1^{er}, de la loi; 2° les documents manquants ne sont pas produits dans le délai mentionné au paragraphe 3, alinéa 2 ; La décision d'irrecevabilité est établie conformément au modèle figurant à l'annexe 29. Le bourgmestre ou son délégué notifie la décision d'irrecevabilité à l'intéressé et transmet une copie à l'Office des étrangers [...] ».

Le Conseil rappelle en outre que l'article 133 de la nouvelle loi communale, figurant dans le chapitre 3 intitulé « Des attributions du bourgmestre », énonce que : « Le bourgmestre est chargé de l'exécution des lois, des décrets, des ordonnances, des règlements et arrêtés de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Commissions communautaires, du Conseil provincial et de la députation permanente du conseil provincial, à moins qu'elle ne soit formellement attribuée au collège échevinal ou au conseil communal. Il est spécialement chargé des lois, décrets, ordonnances, règlements et arrêtés de police. Néanmoins, il peut, sous sa responsabilité, déléguer ses attributions, de, tout ou en partie, à l'un des échevins. (...) ».

Il ressort de cette disposition qu'elle prévoit uniquement la compétence du bourgmestre dans l'exécution des lois de police ou arrêtés, et que cette compétence peut être exclusivement déléguée à l'un de ses échevins (en ce sens, CE, n° 220.348, du 20 juillet 2012).

Cependant, l'article 81/1 de la loi prévoit que : « Lorsque la présente loi ou ses arrêtés d'exécution attribuent une tâche à l'administration communale ou au bourgmestre, ce dernier est habilité à la déléguer à un membre du personnel de l'administration communale ». Les travaux préparatoires de la loi du 4 mai 2016, insérant l'article 81/1 dans la loi, mentionnent que « La présente modification vise à préciser clairement que le bourgmestre peut déléguer les tâches qui lui sont attribuées dans le cadre de la législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, à d'autres personnes qu'à un échevin ».

L'article 133 de la nouvelle loi communale n'interdit pas que des dispositions légales ou réglementaires de police confient des missions d'exécution à d'autres autorités que le bourgmestre, ni que celui-ci se voit autorisé par de telles dispositions à déléguer à des personnes qui ne sont pas des échevins les missions qui lui sont confiées.

En l'occurrence, « le fonctionnaire délégué » ayant pris l'acte attaqué, n'est pas un échevin, en manière telle qu'il n'avait pas compétence pour prendre ledit acte sur la base de l'article 103, § 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, qui permet au seul bourgmestre ou son délégué de déclarer la demande de renouvellement irrecevable notamment si la demande n'est pas introduite dans le délai prévu à l'article 61/1/2, alinéa 1^{er}, de la loi.

Si certes, il ressort des dispositions précitées que le bourgmestre peut déléguer la tâche de prendre l'acte querellé lui attribuée dans le cadre de la législation sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers à d'autres personnes qu'à un échevin, il n'en demeure pas moins qu'un acte de délégation est nécessaire à cet effet, *quod non in specie*.

3.2. Au vu de ce qui précède, le Conseil estime que le moyen tiré de l'incompétence de l'auteur de l'acte, qui est d'ordre public, suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué. Il n'y a pas lieu d'examiner les moyens des requêtes qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4. Débats succincts

4.1. Les recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur les recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur les demande de suspension.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours enrôlé sous le numéro X à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision d'irrecevabilité d'une demande de renouvellement de séjour temporaire, prise le 29 juin 2023, est annulée.

Article 2

Les demandes de suspension sont sans objet.

Article 3

Les dépens du recours enrôlé sous le numéro X liquidés à la somme de 186 euros, sont mis à la charge de la partie défenderesse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix-neuf avril deux mille vingt-quatre par :

V. DELAHAUT, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

A. IGREK, greffier.

Le greffier,

La présidente,

A. IGREK

V. DELAHAUT